À la suite des attentats du 13 novembre, le gouvernement a pris la décision d'instaurer l'état d'urgence pour trois mois.
Même si nous comprenions le sentiment d'insécurité ressenti par la population après ces massacres ignobles, force est de constater que les nouveaux pouvoirs conférés par l'état d'urgence à l'exécutif et à la police ont permis d'établir un climat sécuritaire très préoccupant. De très nombreuses manifestations sont interdites à travers le pays, des militant-e-s sont assigné-e-s à résidence pour les empêcher de participer à des mobilisations sociales, les perquisitions sans fondement se multiplient. La justification de la sécurité ne tient pas quand dans le même temps sont ré-autorisés les grands événements sportifs, culturels et commerciaux.

Dimanche 29 novembre, 317 personnes manifestant à Paris pour la justice climatique ont été arrêtées et placées en garde à vue, dont de très nombreux-ses jeunes ; plusieurs d'entre elles ont eu leur détention prolongée.

Nous dénonçons l'instrumentalisation des attentats contre les mouvements sociaux et les libertés publiques, dont le droit de manifester.

Nous, organisations de jeunesse et étudiantes, exigeons la libération immédiate des personnes retenues pour avoir manifesté, l'abandon des poursuites à leur encontre et la levée de l'état d'urgence. Nous appelons à maintenir les échéances de mobilisation initialement prévues, ainsi qu'à d'autres initiatives d'opposition aux mesures liberticides.

Le 10 décembre 2015.

Alternative libertaire, ATTAC campus Paris, Ensemble, Jeunes écologistes, NPA Jeunes, Parti de gauche, Solidaires étudiant-e-s.

—

Site fédéral: http://www.solidaires-etudiant.org/
Site local: https://solidairesetudiantsesens.wordpress.com/